

**Zeitschrift:** Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

**Herausgeber:** Staatssekretariat für Wirtschaft

**Band:** 50 (1932)

**Heft:** 158

## Heft

### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

Bern  
Samstag, 9. Juli  
1932

Berne  
Samedi, 9 juillet  
1932

# Schweizerisches Handelsamtsblatt

## Feuille officielle suisse du commerce - Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich  
ausgenommen Sonn- und Feiertage

L. Jahrgang — L<sup>me</sup> année

Paraît journallement  
le dimanche et les jours de fête exceptés

Monatsbeilage  
Die Volkswirtschaft

Supplément mensuel  
LA VIE ÉCONOMIQUE

Supplemento mensile  
Rapport economiel

N<sup>o</sup> 158

**Redaktion und Administration:**  
Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements —  
Abonnement Schweiz: Jährlich Fr. 24.30, halbjährlich Fr. 12.30, viertel-  
jährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.30, ein Monat Fr. 2.30. — Ausland:  
Zuschlag des Porto — Es kann nur bei der Post abonniert werden — Preis  
einzelner Nummern 25 Cts. — Annoncen-Regie: Publicitas A. G. — In-  
sertionspreis: 50 Cts. die sechsgespaltene Kolonelle (Ausland 65 Cts.)

**Rédaction et administration:**  
Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique —  
Abonnements Suisse: un an, fr. 24.30; un semestre, fr. 12.30; un trimestre,  
fr. 6.30; deux mois, fr. 4.30; un mois, fr. 2.30. — Etranger: Frais de port  
en plus — Les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prix du  
numéro 25 cts. — Régie des annonces: Publicitas S.A. — Prix d'insertion:  
50 cts. la ligne de colonne (Etranger: 65 cts.)

N<sup>o</sup> 158

### Inhalt — Sommaire — Sommario

Konkurse. — Nachlassverträge. — Faillites. — Concordats. — Fallimenti. —  
Concordati. / Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio. /  
Bilanz einer Aktiengesellschaft. — Bilan d'une société anonyme. — Bilancio di una  
società anonima.

### Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Norwegen: Schuhzölle. / Internationaler Postgiroverkehr. — Service international  
des virements postaux.

### Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

#### Konkurse — Faillites — Fallimenti

##### Konkureröffnungen — Ouvertures de faillites

(Sch. u. K.-G. 231 u. 232.)  
(V. B.-G. v. 23. April 1920, Art. 29 u. 123.)

Die Gläubiger der Gemeinschuldner und alle Personen, die auf in Händen eines Gemeinschuldners befindliche Vermögensstücke Anspruch machen, werden aufgefordert, binnen der Eingabefrist ihre Forderungen oder Ansprüche unter Einlegung der Beweismittel (Schuldscheine, Buchauszüge usw.) in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift dem betreffenden Konkursamt einzugeben. Mit der Eröffnung des Konkurses hört gegenüber dem Gemeinschuldner der Zinsenlauf für alle Forderungen, mit Ausnahme der pfandversicherten, auf (Art. 209 Sch.K.G.). Die Grundpfandgläubiger haben ihre Forderungen in Kapital, Zinsen und Kosten zerlegt anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Die Inhaber von Dienstbarkeiten, welche unter dem früheren kantonalen Recht ohne Eintragung in die öffentlichen Bücher entstanden und noch nicht eingetragen sind, werden aufgefordert, diese Rechte unter Einlegung allfälliger Beweismittel in Original oder amtlich beglaubigter Abschrift binnen 20 Tagen beim Konkursamt einzugeben. Die nicht angemeldeten Dienstbarkeiten können gegenüber einem gutgläubigen Erwerber des belasteten Grundstückes nicht mehr geltend gemacht werden, soweit es sich nicht um Rechte handelt, die auch nach dem Zivilgesetzbuch ohne Eintragung in das Grundbuch dinstlich wirksam sind.

Desgleichen haben die Schuldner der Gemeinschuldner sich binnen der Eingabefrist als solche anzumelden bei Straffolgen im Unterlassungsfalle. Wer Sachen eines Gemeinschuldners als Pfandgläubiger oder aus andern Gründen besitzt, hat sie ohne Nachteil für sein Vorzugsrecht binnen der Eingabefrist dem Konkursamt zur Verfügung zu stellen bei Straffolgen im Unterlassungsfalle; im Falle ungerechtfertigter Unterlassung crlischt zudem das Vorzugsrecht. Die Pfandgläubiger, sowie Drittpersonen, denen Pfandtitel auf den Liegenschaften des Gemeinschuldners weiterverpfändet worden sind, haben die Pfandtitel und Pfandverschreibungen innerhalb der gleichen Frist dem Konkursamt einzurichten. Den Gläubigerversammlungen können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemeinschuldners sowie Gewährspflichtige beiwohnen.

Die Gläubiger der failliten und tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.). Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date. Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier. Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions. Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable. Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

(L. P. 231 et 232.)  
(O. T. F. du 23 avril 1920, Art. 29 et 123.)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.). Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date. Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier. Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions. Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable. Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.). Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date. Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier. Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions. Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable. Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.). Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date. Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier. Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions. Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable. Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (art. 209 L. P.). Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date. Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier. Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions. Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi, ils encourrent les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable. Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai. Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

**Kt. Zürich Konkursamt Unterstrass-Zürich (2580<sup>a</sup>)**  
Gemeinschuldner: Wolf, Tyber, Fabrikation und Vertrieb chemisch-  
technischer Produkte, Brauerstrasse 47, wohnhaft Ottikerstrasse 22, in Zürich.  
Datum der Konkurseröffnung: 29. Juni 1932.  
Erste Gläubigerversammlung: Montag, den 18. Juli 1932, nachmittags  
3 Uhr, im Gasthof zur «Krone», Schaffhauerstrasse 1, in Zürich-Unterstrass.  
Eingabefrist: 9. August 1932.

**Kt. Zürich Konkursamt Stammheim in Ober-Stammheim (2581<sup>a</sup>)**  
Gemeinschuldner: Meier, Josef, geb. 1887, von Uetzwil (Aargau),  
zum Kreuz, in Oberstammheim.  
Datum der Konkurseröffnung: 30. Juni 1932.  
Summarisches Verfahren, gemäss Art. 231 Sch. K. G.  
Eingabefrist für Forderungen und nichteingetragene Dienstbarkeiten zu  
Lasten der Liegenschaften in Oberstammheim, Neustadtgasse 34, in Winter-  
thur, und Rosengarten in Wila, bis zum 30. Juli 1932.

**Kt. Zürich Konkursamt Stäfa (2541<sup>a</sup>)**  
Gemeinschuldner: Nachlass des am 21. Mai 1932 verstorbenen Nie-  
vergelt, Gottlieb, geb. 1893, von Stallikon, in Stäfa, Inhaber der  
Firma Gottlieb Nievergelt, Holzhandlung und Betrieb des Restaurants zum  
Central in Stäfa.  
Konkureröffnung: 23. Juni 1932.  
Summarisches Verfahren, Art. 231 Sch. u. K. G.  
Eingabefrist: Bis inkl. 29. Juli 1932.

**Kt. Bern Konkursamt Bern-Stadt (2542)**  
Gemeinschuldner: Studer, Max, Auto-Oele, Mattenhofstrasse Nr. 1,  
Bern.  
Datum der Eröffnung: 3. Juni 1932.  
Summarisches Verfahren.  
Eingabefrist: 29. Juli 1932.

**Ct. de Berne Office des faillites de Moutier (2543)**  
Failli: Feller, Jean, Hôtel de la Gare, à Tavannes.  
Date de l'ouverture de la faillite: 4 juillet 1932.  
Première assemblée des créanciers: Lundi 18 juillet 1932, à 16<sup>h</sup> heures,  
au bureau de l'Office des Faillites, à Moutier.  
Délai pour les productions: 8 août 1932.

**Kt. Bern Konkursamt Schwarzenburg (2544)**  
Gemeinschuldner: Tschanz, Johann, Unternehmer, Gambach, Ge-  
meinde Rüschegg.  
Datum der Konkurseröffnung: 1. Juli 1932.  
Erste Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 13. Juli 1932, vormittags  
10 Uhr, im Bureau des Konkursamtes Schwarzenburg.  
Eingabefrist: Bis und mit dem 8. August 1932.

**Kt. Schwyz Konkursamt Höfe in Wollerau (2545)**  
Konkursliquidation.  
Die Erben des Kopp-Brandenber, Casimir, sel., Cham,  
wohnhaft gewesen zum «Hirschen», Bäch-Freienbach, haben die Erbschaft  
unbedingt und vorbehaltlos ausgeschlagen, weshalb konkursamtliche Li-  
quidation zu erfolgen hat. Dieselbe wird im summarischen Verfahren durchge-  
führt, wenn nicht ein Gläubiger den Kostenvorschuss für das ordentliche  
Verfahren leistet.  
An die Gläubiger ergeht die Aufforderung, innert 20 Tagen ihre Forde-  
rungen geltend zu machen.  
Die Gläubigerversammlung findet statt Dienstag, den 19. Juli 1932,  
nachmittags 2 Uhr, im Restaurant «Hinterhof», Wollerau.  
An derselben können auch Mitschuldner und Bürgen des Gemein-  
schuldners, sowie Gewährspflichtige beiwohnen.

**Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (2582)**  
Gemeinschuldnerin: Chronos A. G., Aktiengesellschaft zum Handel  
mit Waren aller Art, Elisabethenstrasse 85, in Basel.  
Datum der Konkurseröffnung: 3. Juni 1932.  
Erste Gläubigerversammlung: Mittwoch, den 20. Juli 1932, nachmittags  
4 Uhr, im Gerichtshaus, Bäumleingasse 1 (Parterre), Zimmer Nr. 7.  
Eingabefrist: Bis und mit 9. August 1932.  
Von denjenigen Gläubigern, welche der Gläubigerversammlung nicht  
beiwohnen und bis zum 20. Juli 1932, mittags 12 Uhr, nicht schriftliche Ein-  
sprache erheben, wird angenommen, dass sie das Konkursamt zur sofortigen  
freihändigen Verwertung der gesamten Aktiven ermächtigen.

**Kt. Basel-Land Konkursamt Arlesheim (2546)**  
Gemeinschuldner: Kunz-Lafferna, Max, Schweinezüchter, Neue-  
welt, Eigentümer folgender Liegenschaft: Münchenstein Parzelle 148: 8 Aren  
71 m<sup>2</sup>, Garten, Hofraum, Wohnhaus, Schopf und Schweineställe Nrn. 48, 48 a  
an der Dammstrasse. Brandlagerschatzung: Fr. 36,900.— Münchenstein  
Parzelle 1852: 40 Aren 80 m<sup>2</sup> Acker, Loogacker.  
Datum der Konkurseröffnung: 6. Juli 1932. (Art. 190 Betr. Ges.)  
Summarisches Verfahren, sofern nicht ein Gläubiger innert 10 Tagen von  
heute an, die Durchführung des ordentlichen Verfahrens verlangt und hierfür  
Fr. 200.— Kostenvorschuss leistet.  
Eingabefrist: Bis und mit 30. Juli 1932.

**Kt. St. Gallen Konkursamt Unterrhein in St. Margrethen (2547)**  
Gemeinschuldnerin: Firma Fink-Sibler, Ph., Fabrikation und  
Export von Stickereien, Konfektion, in St. Margrethen (Inhaber: Philipp Fink,  
sen., von St. Margrethen).  
Konkureröffnung: 1. Juni, bzw. 29. Juni 1932.  
Erste Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 14. Juli 1932, vormittags  
9.40 Uhr, im Hotel «Linde», in St. Margrethen.  
Eingabefrist: Bis 8. August 1932.

**Kt. Aargau Konkursamt Aarau (2447<sup>a</sup>)**  
Gemeinschuldner: Bertinascio, Humbert, Bauunternehmer, von  
Starkkirch, in Aarau.  
Datum der Konkurseröffnung: 22. Juni 1932.  
Summarisches Verfahren, gemäss Art. 231 Sch. K. G.  
Eingabefrist: Bis 22. Juli 1932 und zwar sowohl für Forderungen als  
auch für Dienstbarkeiten bezüglich nachbeschriebener Liegenschaft: Grund-  
buch Aarau Nr. 1943, Kat. Plan 67, Parzelle Nr. 1227.

Die Eingaben im Nachlassverfahren werden im Konkursverfahren nicht berücksichtigt, die Forderungen müssen neu angemeldet werden.

**Kt. Aargau Konkursamt Aarau (2448<sup>a</sup>)**  
Gemeinschuldnerin: Zimmerli & Co. A. G., Möbelfabrik, in Aarau.  
Datum der Konkurseröffnung: 22. Juni 1932.  
Erste Gläubigerversammlung: Dienstag, den 12. Juli 1932, vormittags 9 Uhr, im Bezirksgerichtssaal, in Aarau.  
Eingabefrist für Forderungen: 2. August 1932.  
Eingabefrist für Dienstbarkeiten: Bis 22. Juli 1932 bezüglich nachbeschriebener Liegenschaft: Grundbuch Aarau Nr. 806, Kat. Plan 47, Parzelle Nr. 706.

Die Eingaben im Nachlassverfahren werden im Konkursverfahren nicht berücksichtigt, die Forderungen müssen neu angemeldet werden.

**Kt. Aargau Konkursamt Zurzach (2595)**  
Gemeinschuldner: Bächli, Ernst, Fabrikant, von Würenlingen, in Kaiserstuhl, 1891.  
Datum der Konkurseröffnung: 30. Juni 1932.  
Summarisches Verfahren.  
Eingabefrist für Forderungen und Dienstbarkeiten: 29. Juli 1932.

**Kt. Thurgau Betreibungsamt Bischofszell (2583)**  
*im Auftrage des Konkursamtes Bischofszell*  
Gemeinschuldner: Wehrli, Emil Georg, Photographische Kunst- und Verlagsanstalt, in Bischofszell.  
Datum der Konkurseröffnung: 6. Juli 1932.  
Erste Gläubigerversammlung: Dienstag, den 12. Juli 1932, nachmittags 3 1/2 Uhr, im Rathaus in Bischofszell.  
Eingabefrist: 30 Tage à dato.  
Näheres siehe Amtsblatt Nr. 28.

**Ct. de Vaud Office des faillites de Vevey (2548)**  
*Ouverture de la Faillite et révocation de concordat.*  
Par arrêté du 22 juin 1932, la Chambre des recours du Tribunal Cantonal a maintenu le jugement du 7 mai 1932 rendu par le président du Tribunal du district de Vevey annulant le concordat accordé à Beetschen, Marc, négociant, à la Cité Ouvrière, à Vevey, actuellement en faillite.  
Date de l'ouverture de la faillite: 28 juin 1932.  
Première assemblée des créanciers: 18 juillet 1932, à 15 heures, en la Maison de Ville, à Vevey.  
Délai pour les productions: 8 août 1932.

**Ct. de Neuchâtel Office des faillites de La Chaux-de-Fonds (2549)**  
Faillite: Société en nom collectif Mantegani frères, fabrication de meubles, Rue Fritz Courvoisier 53, à La Chaux-de-Fonds.  
Date de l'ouverture de la liquidation: 23 juin 1932.  
Première assemblée des créanciers: Lundi 18 juillet 1932, à 14 heures, à l'Hôtel Judiciaire de La Chaux-de-Fonds, Rue R. Robert 3, salle d'audience des Prud'hommes.  
Délai pour les productions: 9 août 1932.

**Ct. de Genève Office des faillites de Genève (2584)**  
Failli: Winitzki, Max, chemisier, Rue de la Confédération 5, à Genève.  
Date de l'ouverture de la faillite: 1<sup>er</sup> juillet 1932.  
Première assemblée des créanciers: Samedi 16 juillet 1932, à 10 heures, Salle des Assemblées de Faillites, Taconnerie 7.  
Délai pour les productions: 9 août 1932.

#### Kollokationsplan — Etat de collocation

(B.-G. 249, 250 u. 251.) (L. P. 249, 250 et 251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

**Kt. Zürich Konkursamt Zürich (Altstadt) (2521<sup>a</sup>)**  
Im Konkurs über die Firma Aktiengesellschaft für Industrie-Beläge, mit Sitz Löwenstrasse 19, in Zürich 1, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind bis zum 16. Juli 1932 gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

**Kt. Zürich Konkursamt Küsnacht (2451<sup>a</sup>)**  
Kollokationsplan und Inventar; Abtretung von Rechtsansprüchen gemäss Art. 260 Sch. K. G.

Im Konkurs über die Baugenossenschaft «Gehren», mit Sitz in Erlenbach, Genossenschaft ohne persönliche Haftbarkeit der Mitglieder, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt zur Einsicht auf.

Klagen auf Anfechtung des Planes sind bis und mit 11. Juli 1932 beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksgerichtes Meilen mittels Klageschrift im Doppel anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Innert der gleichen Frist sind Begehren um Abtretung streitiger Rechtsansprüche im Sinne von Art. 260 Sch. K. G. (Anfechtungsansprüche) dem Konkursamte direkt einzureichen, ansonst Verzicht angenommen würde.

**Kt. Bern Konkursamt Biel (2550)**  
Gemeinschuldner: Gilli, Joseph, Metzgerei, Diamantstrasse 1, Biel.  
Anfechtungsfrist: Bis und mit 19. Juli 1932.

**Kt. Bern Konkurskreis Frutigen (2492<sup>a</sup>)**  
Abänderung des Kollokationsplanes infolge nachträglicher Eingaben und Anerkennung von Forderungen.  
Gemeinschuldner: Tschopp, Ernst, gew. Hotelier, in Mülenen.  
Anfechtungsfrist: Bis und mit 16. Juli 1932.  
Der abgeänderte Kollokationsplan liegt ab 5. Juli 1932 auf dem Konkursamt in Frutigen zur Einsicht der Gläubiger auf.  
Münsingen, den 2. Juli 1932.

Der ausserordentliche Konkursverwalter:  
Rob. Wyler, Notar.

**Ct. de Fribourg Office des faillites de la Sarine, à Fribourg (2551/2)**  
Faillis:  
1. Isch, Arthur, commerce de timbres, à Fribourg.  
2. Isch-Bécholey, Fanny, modes, à Fribourg.  
Délai pour intenter action en opposition: 10 jours.

**Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (2585)**  
Gemeinschuldner: Gütlin-Müller, Fritz, Basel.  
Anfechtungsfrist: Innert 10 Tagen.

**Kt. St. Gallen Konkursamt St. Gallen (2553)**  
Gemeinschuldner: Hafner-Honold, Gottlieb, Obstverwertung, mit mechanischer Mosterei, Haggenstrasse 51, St. Gallen.  
Neuaufgabe zufolge nachträglicher Anerkennung von Frauenguts- und Lohnansprüchen.  
Auflage- und Anfechtungsfrist: 18. bis 27. Juli 1932.

**Ct. du Valais Office des faillites de Martigny (2554)**  
*Dépôt à nouveau de l'état de collocation.*  
Failli: Faisant, E., Martigny.  
Un créancier ayant produit tardivement, l'état de collocation est déposé à nouveau.  
Délai d'opposition à cette consigne: 18 juillet 1932.

#### Einstellung des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(B.-G. 230.) (L. P. 230.)

Falls nicht binnen zehn Tagen ein Gläubiger die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten hinreichende Sicherheit leistet, wird das Verfahren geschlossen.

La faillite sera écartée faute par les créanciers de réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais.

**Kt. Zürich Konkursamt Aussersihl-Zürich (2586)**  
Ueber Hunziker, René, Fabrikation von Desinfektionsmitteln, Luisenstrasse 9, in Zürich 5, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 29. Juni 1932 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung des nämlichen Richters am 5. Juli 1932 mangels Aktiven wieder eingestellt worden.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 19. Juli 1932 die Durchführung des Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben einen Vorschuss von Fr. 600.— leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

**Kt. Basel-Land Konkursamt Binningen (2555)**  
Gemeinschuldnerin: Borer-Deutsche, Käthe, Frau, Autotransporte, von Kleinfützel, in Oberwil (Baselland).  
Datum der Konkurseröffnung: 22. Juni 1932.  
Datum der Einstellung: 2. Juli 1932.

Falls nicht ein Gläubiger bis zum 19. Juli 1932 die Durchführung dieses Konkursverfahrens begehrt und für die Kosten desselben im Betrage von Fr. 200.— Vorschuss leistet, wird das Verfahren als geschlossen erklärt.

**Ct. de Vaud Office des faillites de Lausanne (2556)**  
Failli: Mottier, Daniel, fils, charpentier, à La Sallaz s. Lausanne.  
Date du prononcé: 28 juin 1932.  
Délai pour avancer les frais: 19 juillet 1932.

#### Verteilungsliste und Schlussrechnung — Tableau de distribution et compte final

(B.-G. 263.) (L. P. 263.)

**Kt. Schwyz Konkursamt Schwyz (2587)**  
Gemeinschuldner: Schibig, Josef, Metzger, von Steinen.  
Anfechtungsfrist: Bis und mit 19. Juli 1932.  
Zehn Tage nach dieser Bekanntmachung wird das Konkursamt zur Verteilung schreiten.

#### Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(B.-G. 268.) (L. P. 268.)

**Kt. Zürich Konkursamt Enge-Zürich (2497<sup>a</sup>)**  
Das Konkursverfahren über die Marquette National Fire Insurance Company of Chicago (U. S. A.), Succursale de Zurich, Feuer-Rückversicherung, (Hauptsitz in Chicago, Illinois, U. S. A.), Gotthardstrasse 21, Zürich 2, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Zürich vom 29. Juni 1932 als geschlossen erklärt worden.

**Kt. Zürich Konkursamt Illnau (2588)**  
Das Konkursverfahren über Heggli, Fritz, geb. 1894, von Müswangen (Luzern) (früher in Zürich 6), nun wohnhaft zum Löwen, in Oberillnau, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksgerichtes Pfäffikon (Zürich) vom 1. Juli 1932 als geschlossen erklärt worden.

**Kt. Solothurn Konkursamt Solothurn (2557)**  
Das Konkursverfahren über Strumpfhaus zur Krone A. G., Solothurn, ist durch Verfügung des Gerichtspräsidenten von Solothurn-Lebern vom 2. Juli 1932 als geschlossen erklärt worden.

**Kt. Basel-Stadt Konkursamt Basel-Stadt (2589)**  
Das Konkursverfahren über die Aktiengesellschaft «zum Baum», in Basel, ist durch Verfügung des Zivilrichters am 6. Juli 1932 als geschlossen erklärt worden.

#### Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite

(B.-G. 257.) (L. P. 257.)

**Kt. Bern Konkursamt Bern-Land (2558)**  
Konkursamtliche Liegenschaftsteigerung.  
(Einzige Steigerung).

Im Konkurs über Dreier-Gurtner, Walter Willy, gew. Wirt, in Habstetten, wird Donnerstag, den 11. August 1932, nachmittags 14 1/2 Uhr, im Gasthof z. Bären, in Ostermündigen, öffentlich versteigert:  
Eine Besetzung am Schermenweg, in Ostermündigen, Einwohnergemeinde Ostermündigen, Einwohnergemeinde Bolligen, Grundbuchblatt Nr. 2274, enthaltend:

1. Wohnhaus, unter Nr. 276 H für Fr. 36,500.— brandversichert.
2. Hausplatz, Hofraum und Garten, 6,10 Aren.

Grundsteuerschätzung: Fr. 39,550.—

Ämtliche Schätzung: Fr. 38,600.—

Es wird ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht, dass nur eine einzige Steigerung stattfindet und der Zuschlag an dieser ohne Rücksichtnahme auf die ämtliche Schätzung erfolgt.

Die Steigerungsdinge liegen 10 Tage vor der Steigerung im Bureau des Konkursamtes Bern-Land öffentlich auf.

Bern, den 6. August 1932.

Konkursamt Bern-Land:  
Schmid.

**Kt. Bern** *Konkursamt Bern-Land* (2559)  
**Konkursamtliche Liegenschaftsteigerung.**  
(Einzige Steigerung).

Im Konkurse über Widmer-Clivio, Ferdinand, Handlung, Freiburgrasse 344, nun wohnhaft Weissensteinstrasse Bern, wird Mittwoch, den 10. August 1932, nachmittags 14½ Uhr, in der Wirtschaft z. Schützenhaus in Bümpliz, öffentlich versteigert:

A. Eine Besetzung an der Bottigenstrasse, Bümpliz, Einwohnergemeinde Bern, Grundbuchblatt Nr. 709, Kreis VI, enthaltend:

1. Wohnhaus mit Geschäftslokal, unter Nr. 58 für Fr. 26,100. — brandversichert.
2. Lagerschuppen, unter Nr. 58 a für Fr. 1800. — brandversichert.
3. Hausplatz, Hofraum und Garten, 4,66 Aren.  
Grundsteuerschätzung: Fr. 33,000. —  
Amtliche Schätzung: Fr. 33,200. —

B. Eine Besetzung an der Freiburgrasse, Bümpliz, Einwohnergemeinde Bern, Grundbuchblatt Nr. 1363, Kreis VI, enthaltend:

1. Wohnhaus, unter Nr. 344 für Fr. 34,500. — brandversichert.
2. Hausplatz, Hofraum und Garten, 4,38 Aren.  
Grundsteuerschätzung: Fr. 40,630. —  
Amtliche Schätzung: Fr. 38,600. —

Es wird ausdrücklich darauf aufmerksam gemacht, dass nur eine einzige Steigerung stattfindet und der Zuschlag an dieser ohne Rücksichtnahme auf die amtliche Schätzung erfolgt.

Die Steigerungsgedinge liegen 10 Tage vor der Steigerung im Bureau des Konkursamtes Bern-Land öffentlich auf.

Bern, den 6. Juli 1932.

**Konkursamt Bern-Land:**  
Schmid.

**Kt. Schwyz** *Konkursamt Höfe in Wollerau* (2560)  
**Konkurssteigerung.**

Im Konkurse Jost-Burri, Elisa, Frau, Hof-Pfäffikon (Schwyz), gelangen Montag, den 8. August 1932, nachmittags 2 Uhr, im Restaurant Hinterhof, Wollerau, zur öffentlichen Steigerung:

Nr. 2055: Ein Einfamilienhaus auf Hof-Pfäffikon.

Nr. 1248: Ein Wohnhaus für zwei Familien mit Zinnenanbau, Teigwarenfabrikation, und alleinstehendes Garagegebäude, auf Hof-Pfäffikon.

Grenzen, Dienstbarkeiten und Lasten laut Grundbuchinhalt und Lastenverzeichnis.

**Konkursamtliche Schätzungen:**

ad. Nr. 2055: Fr. 20,000. —

ad. Nr. 1248: inkl. Maschinen, maschinelle Einrichtungen und Zubehör  
Fr. 38,000. —

Der Gantakt liegt 10 Tage vor der Steigerung zur Einsicht auf.  
Es wird nur eine Steigerung abgehalten  
eventuell

bei Zustandekommen eines freihändigen Verkaufes findet die Steigerung nicht statt und wird dies wieder publiziert werden. Angebote für den freihändigen Verkauf haben innert 10 Tagen seit Bekanntmachung an, an das unterzeichnete Konkursamt zu erfolgen.

Wollerau, den 6. Juli 1932.

**Pro Konkursamt Höfe:**  
J. Bachmann, Notar.

**Ct. du Valais** *Office des faillites de Martigny* (2561)  
**Vente aux enchères.**

L'Office des Faillites de Martigny vendra, en premières enchères, le 22 août 1932, à 14 heures, au café de Martigny, les immeubles suivants, sis sur terre de Martigny-Ville, provenant de la masse en faillite Faisant, Emile, de Paul, Martigny-Ville, savoir:

1. art. du 525, fol. 3, n° 50 a, En Ville, Hôtel et place, 236 m<sup>2</sup>.
2. art. du 526, fol. 3, n° du 51 a, En Ville Cour et parterre, 382 m<sup>2</sup>.

Taxe de l'office: fr. 91,110. 10.

Les conditions de vente seront déposées à l'office 10 jours avant les enchères.

Martigny, le 6 juillet 1932.

**Le préposé:**  
Ch. Girard.

**Nachlassverträge — Concordats — Concordati**

**Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe**  
(B.-G. 295—297 und 300.)

**Sursis concordataire et appel aux créanciers**  
(L. P. 295—297 et 300.)

Den nachbenannten Schuldner ist für die Dauer von zwei Monaten eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Eine Gläubigerversammlung ist auf den unten hiefür bezeichneten Tag einberufen. Die Akten können während zehn Tagen vor der Versammlung eingesehen werden.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire de deux mois.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Une assemblée des créanciers est convoquée pour la date indiquée ci-dessous. Les créanciers peuvent prendre connaissance des pièces pendant les dix jours qui précèdent l'assemblée.

**Moratoria pel concordato e invito ai creditori d'insinuare i loro crediti**  
(L. E. 295—297 e 300.)

I debitori qui sotto nominati hanno ottenuto una moratoria di due mesi. I creditori sono invitati ad insinuare i loro crediti presso il commissario nel termine stabilito per le insinuazioni, sotto pena d'essere esclusi dalle deliberazioni relative al concordato.

È indetta un'adunanza di creditori per la data indicata qui sotto. I creditori possono esaminare gli atti nei dieci giorni che precedono l'adunanza.

**Kt. Zürich** *Konkurskreis Zürich* (2590<sup>a</sup>)

Schuldner: Aktiengesellschaft der Maschinenfabriken Escher Wyss & Cie., Zürich und Ravensburg.

Datum der Stundungsbewilligung durch Beschluss des Bezirksgerichts Zürich: 30. Juni 1932.

Sachwalter: Dr. F. Kind, Bahnhofstrasse 66 III, Zürich.

Eingabefrist: Bis zum 28. Juli 1932. Die Forderungen sind unter Angabe ihrer Pfand- oder Vorzugsrechte bei der Schweizerischen Treuhandgesellschaft, Bahnhofstrasse 66, in Zürich, anzumelden.

Die Gläubiger haben ihre Forderungen anzumelden, auch wenn sie ihre Ansprüche im vorangehenden Konkursaufschubverfahren schon einmal geltend gemacht haben.

Auch die Obligationäre des 6% Hypothekendarlehens von 1925 der schuldnerischen Gesellschaft haben ihre Forderungen unter Angabe der Nummern ihrer Obligationen anzumelden.

Die schuldnerische Gesellschaft schlägt einen Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung vor.

Gläubigerversammlung: Dienstag, den 16. August 1932, nachmittags 2½ Uhr, im Restaurant Kauffleuten, Zürich.

Aktenaufgabe: 10 Tage vor der Gläubigerversammlung im Bureau der Schweizerischen Treuhandgesellschaft, Bahnhofstrasse Nr. 66 (III. Stock), Zürich 1.

**Kt. Bern** *Konkurskreis Bern-Stadt* (2562)

Schuldner: Berger-Stalder, O., «Au Départ», Reiseartikel und Lederwaren, Spitalgasse 33, in Bern.

Datum der Stundungsbewilligung durch Erkenntnis des Gerichtspräsidenten II von Bern: 1. Juli 1932.

Sachwalter: Hans Marti, Notar, Marktgasse 11, Bern.

Eingabefrist: Bis und mit dem 29. Juli 1932, brieflich an den Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Freitag, den 19. August 1932, nachmittags 2.30 Uhr, im Bürgerhaus (I. Stock), Neugasse 20, in Bern.

Aktenaufgabe: Während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung im Bureau des Sachwalters.

**Kt. Luzern** *Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt* (2563)

Schuldner: Jametti, Vincenzo, Südrüchten, Hertensteinstrasse Nr. 10, Luzern.

Datum der Stundungsbewilligung: 5. Juli 1932.

Sachwalter: Louis Bannwart, in Firma Louis Bannwart & Co., Inkasso- und Sachwalterbureau, Hirschenplatz 7, Luzern.

Eingabefrist: Bis und mit 29. Juli 1932.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen (Wert 5. Juli 1932) innert der Eingabefrist beim Sachwalter anzumelden.

Gläubigerversammlung: Dienstag, den 16. August 1932, nachmittags 2½ Uhr, im Hotel Wildenmann, Bahnhofstrasse 30, Luzern.

Frist zur Einsicht der Akten: Vom 5. August 1932 an im Bureau des Sachwalters.

**Kt. Luzern** *Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt* (2564)

Schuldner: Franz Ruckli & Cie., elektrische Anlagen, Eisengasse Nr. 10, Luzern.

Datum der Stundungsbewilligung: 6. Juli 1932.

Sachwalter: F. Müller, Bücherrevisor, Alpenstrasse 4, Luzern.

Eingabefrist: Bis und mit 31. Juli 1932.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen, berechnet auf den 6. Juli 1932, innert der Eingabefrist beim Sachwalter anzumelden.

Gläubigerversammlung: Dienstag, den 16. August 1932, nachmittags 3 Uhr, im Hotel Einhorn (I. Stock), Hertensteinstrasse 23.

Frist zur Einsicht der Akten: Vom 6. August 1932 an im Bureau des Sachwalters.

**Kt. Solothurn** *Konkursamt Balsthal* (2565)

Schuldner: Von Burg, Josef, Josefs, Tuch- und Velobandlung, in der Klus bei Balsthal.

Datum der Bewilligung: 28. Juni 1932.

Sachwalter: Betreibungs- und Konkursamt Balsthal.

Eingabefrist: Bis und mit 29. Juli 1932. (Die Forderungen sind Wert 28. Juni 1932 zu berechnen).

Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 11. August 1932, nachmittags 3 Uhr, auf dem Bureau des Konkursamtes Balsthal.

Aktenaufgabe: Während 10 Tagen vor der Versammlung beim Sachwalter.

**Kt. Basel-Land** *Konkurskreis Binningen* (2566)

Schuldnerin: Schuchardt-Rümmele, Anna, Frau, in Gütertrennung mit August Schuchardt, wohnhaft in Neu-Allschwil, Inhaberin eines Mercerie- und Bonneteriegeschäft, Centralbahnstrasse Nr. 3, in Basel.

Datum der Stundungsbewilligung durch das basellandschaftliche Obergericht: 1. Juli 1932.

Sachwalter: Alb. Gutzwiller, Betreibungsbeamter zu Binningen, in Binningen.

Eingabefrist: Bis 27. Juli 1932.

Gläubigerversammlung: Freitag, den 12. August 1932, 14 Uhr, im Bureau des Betreibungsamtes Binningen.

Aktenaufgabe: 10 Tage vor der Versammlung beim Betreibungsamt Binningen.

**Kt. Graubünden** *Konkurskreis Oberengadin* (2567)

Schuldner: Padrun-Pfister, Frau, Wäsberei, in Campfer.

Datum der Stundungsbewilligung durch Entscheid der Nachlassbehörde Oberengadin: 14. Juni 1932.

Sachwalter: Gg. Gartmann, in Sils-Maria.

Eingabefrist: Bis spätestens am 15. Juli 1932 beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: 25. Juli 1932, nachmittags um 2½ Uhr, im Gemeindehaus, in St. Moritz (Kreiszimmer).

Aktenaufgabe: Ab 16. Juli 1932 auf dem Bureau des Sachwalters.

**Kt. Aargau** *Bezirksgericht Baden* (2486<sup>a</sup>)

Schuldnerin: Bau- & Handelsgenossenschaft Neuenhof.

Datum der Stundungsbewilligung durch Beschluss des Bezirksgerichts Baden: 28. Juni 1932.

Sachwalter: Dr. J. Suter-Wyrtsch, Fürsprecher und Notar, Rathauskeller, Baden.

Eingabefrist: Binnen 20 Tagen seit der Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt (bis 22. Juli) beim Sachwalter.

Gläubigerversammlung: Freitag, den 12. August 1932, 15 Uhr, im Bezirksgerichtssaal in Baden.

Aktenaufgabe: Während 10 Tagen vor der Versammlung auf dem Bureau des Sachwalters.

**Ct. del Ticino** *Circondario di Locarno* (2591)

Debitrice: Taverna S. A., in Ascona.

Data del decreto: 5 luglio 1932.

Commissario della moratoria: Avv. Fausto Pedrotta, in Locarno.  
Termine per le notifiche dei crediti: Il 30 luglio 1932.

Adunanza del creditori: 27. agosto 1932, alle ore 14.30, nella sala della Pretura di Locarno.

Esame degli atti: A partire dal 17 agosto 1932 presso il commissario.

Verlängerung der Nachlassstundung — Prolongation du sursis concordataire  
(B.-G. 295, Abs. 4.) (L. P. 295, al. 4.)

Proroga della moratoria  
(L. E. 295, 4° capoverso.)

Kt. Bern *Konkurskreis Bern-Stadt* (2568)  
Die Nachlassstundung der Eheleute

1. Jäger, Edwin, und  
2. Jäger-Brändle, Antonia, Wiesenstrasse 29, in Bern,  
ist um 2 Monate, bis zum 6. September 1932, erstreckt worden.

Die Gläubigerversammlung findet Mittwoch, den 20. Juli 1932, nachmittags 3 Uhr, im Bürgerhaus Bern (I. Stock), statt.

Kt. Luzern *Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt* (2569)  
Schuldnerin: Firma Hans Eigensatz Erben, Gipsereigeschäft, Baselstrasse 92, Luzern.

Verlängerung der Stundung: Bis und mit 3. August 1932.  
Datum des Entscheides: 4. Juli 1932.

Luzern, den 6. Juli 1932.

Aus Auftrag:

Der gerichtlich bestellte Sachwalter:  
Louis Bannwart.

Kt. Luzern *Konkurskreis Willisau* (2570)

Das Amtsgerichtspräsidium von Willisau hat mit Entscheid vom 5. Juli 1932 die der Sparkasse Willisau, Bankgeschäft, in Willisau, mit Filialen in Dagmersellen, Zell und Wolhusen, bewilligte Nachlassstundung um einen Monat, d. h. bis 31. August 1932 verlängert.

Die angesetzte Gläubigerversammlung wird daher verschoben und auf Dienstag, den 2. August 1932, nachmittags 2 Uhr, ins Gasthaus «Mohren», in Willisau, angesetzt. Die Akten liegen während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung im Bureau des Sachwalters in Luzern zur Einsicht auf.

Luzern, den 6. Juli 1932.

Der gerichtlich bestellte Sachwalter  
der Sparkasse Willisau mit Filialen  
in Dagmersellen, Zell und Wolhusen:  
Franz Müller-Schuler.

Ct. del Ticino *Circondario di Lugano* (2571)

Si notifica che la moratoria concessa con decreto 21 maggio 1932, alla ditta Ernesto Kuhn & C., in Lugano, è stata prorogata di due mesi dalla scadenza del primo termine, con decreto 4 corr., della Pretura di Lugano-Città.

L'adunanza dei creditori viene perciò differita al 13 settembre 1932, alle ore 10, nello studio del sottoscritto in Piazza Molino Nuovo 4, Lugano. A partire dal 3 settembre 1932 gli atti possono essere esaminati presso il sottoscritto commissario.

Lugano, 6 luglio 1932.

Il commissario del concordato:  
Rag. Virgilio Bertini.

Verhandlung über den Nachlassvertrag  
(B.-G. 304 und 317.)

Délibération sur l'homologation de concordat  
(L. P. 304 et 317.)

Die Gläubiger können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen.

Les opposants au concordat peuvent se présenter à l'audience pour faire valoir leurs moyens d'opposition.

Deliberazione sull'omologazione del concordato  
(L. E. 304 e 317.)

I creditori possono presentarsi all'udienza per farvi valere le loro opposizioni al concordato.

Kt. Luzern *Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt* (2572)  
Schuldner: Wacker, Hans, mechanische Werkstätte Gewerbegebäude, Mühlenplatz 7, Luzern.

Tag, Stunde und Ort der Verhandlung: Samstag, den 16. Juli 1932, vormittags 9 Uhr, im Amtsgerichtsgebäude, Grabenstrasse Nr. 2, Luzern.

Einwendungen gegen den Nachlassvertrag sind an dieser Verhandlung anzubringen.

Luzern, den 6. Juli 1932.

Der Amtsgerichtsvizepräsident von Luzern-Stadt,  
als erstinstanzliche Nachlassbehörde:  
J. Kurzmeyer.

Kt. Basel-Stadt *Zivilgerichtsschreiberei Basel-Stadt* (2573)  
Mittwoch, den 13. Juli 1932, nachmittags 2½ Uhr, wird vor dem Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt (Zivilgerichtssaal, Bäumleingasse 3, I. St.) über den von

1. der Firma Oscar Levy & Co., Handel und Verarbeitung in Abfällen aller Art, Lagerplatz Dreispitz, und  
2. Levy-Kummer, Oscar, Kaufmann, Oberwilerstrasse 62, in Basel, ihren Gläubigern vorgeschlagenen Nachlassvertrag verhandelt.

Einwendungen gegen diesen Vertrag sind in der Verhandlung vorzubringen.

Basel, den 6. Juli 1932.

Zivilgerichtsschreiberei Basel,  
Prozesskanzlei.

Kt. Graubünden *Kreisamt Chur* (2574)

Zur Verhandlung über den Nachlassvertrag, welchen Gmür, Carl, Buchhändler, in Chur, Martinsplatz, mit seinen Gläubigern abschliessen will, ist Tagfahrt angesetzt worden auf Samstag, den 16. Juli 1932, vormittags 11 Uhr.

Diese Bekanntmachung gilt als Ladung an die Gläubiger vor den Kreisgerichtsausschuss Chur in Chur, Amtsgebäude am Kornplatz, Zimmer Nr. 2. Dieselben können ihre Einwendungen gegen den Nachlassvertrag in der Verhandlung anbringen. Nichterscheinen wird als Verzicht auf Einwendungen betrachtet.

Chur, den 6. Juli 1932.

Kreisamt Chur.

Ct. del Ticino *Pretura di Locarno* (2575)

La Pretura di Locarno rende noto di avere fissata l'udienza del 15 corrente, alle ore 9 ant., per gli incombenti di cui all'art. 304 L. F. E. F., sul concordato proposto dalla ditta Cohen, Vitalis, Locarno, ed avverte i creditori del loro diritto di opporsi, in detta udienza, alla chiesta omologazione.

Locarno, il 6 luglio 1932.

Per la Pretura:  
D. Degiorgi, ass.

Ct. del Ticino *Pretura di Locarno* (2576)

La Pretura di Locarno rende noto di avere fissata l'udienza del 15 corrente, alle ore 10½ ant., per gli incombenti di cui all'art. 304 L. F. E. F., sul concordato proposto dalla ditta Meyer, J. F., Purophon, Locarno, ed avverte i creditori del loro diritto di opporsi, in detta udienza, alla chiesta omologazione.

Locarno, il 6 luglio 1932.

Per la Pretura:  
D. Degiorgi, ass.

Ct. del Ticino *Pretura di Lugano-Città* (2577)

La Pretura di Lugano-Città notifica di avere, in relazione all'art. 304 legge di E. F., fissata l'udienza di venerdì 15 corr., alle ore 10 ant., per gli incombenti relativi all'omologazione del concordato proposto da Dieter von Puttkamer, Hans, in Lugano; avvertendo che in detta udienza i creditori potranno far valere eventuali loro opposizioni.

Lugano, 6 luglio 1932.

Per la Pretura:  
Il segretario: Bernaschina.

Bestätigung des Nachlassvertrages — Homologation du concordat  
(B.-G. 308.) (L. P. 308.)

Kt. Solothurn *Richteramt Solothurn-Lebern in Solothurn* (2592)

Die Nachlassbehörde von Solothurn-Lebern hat unterm 23. Juni 1932 den Nachlassvertrag Marchand, Georges, Wollwarenhandlung, in Grenchen, auf der Basis einer Nachlassdividende von 22 %, bestätigt. Der Entscheid ist rechtskräftig.

Solothurn, den 5. Juli 1932.

Der Gerichtsschreiber:  
A. Obi.

Kt. Graubünden *Kreisamt Schanfigg in Langwies* (2593)

Die Nachlassbehörde Schanfigg hat in der Sitzung vom 28. Juni 1932 den Nachlassvertrag des Thierig, Hugo, Villa Saxonica, in Arosa, genehmigt.

Langwies, den 29. Juni 1932.

Für die Nachlassbehörde Schanfigg:  
G. Mattli-Trepp.

Ct. de Neuchâtel *Tribunal cantonal de Neuchâtel* (2578\*)

Débiteurs: Gander, Emile, & fils, fabricants d'horlogerie, à La Chaux-de-Fonds.

Commissaire: M<sup>e</sup> Jean Hoffmann, avocat, à La Chaux-de-Fonds.  
Date du jugement d'homologation: 4 juillet 1932.

Neuchâtel, le 6 juillet 1932. Le greffier du Tribunal cantonal:  
J. Calame.

Ct. de Neuchâtel *Tribunal cantonal de Neuchâtel* (2579\*)

Débitteur: Delprato, Albert, cordonnier et marchand de chaussures, à Travers.

Commissaire: M<sup>e</sup> René Dornier, avocat, à Fleurier.  
Date du jugement d'homologation: 6 juillet 1932.

Neuchâtel, le 6 juillet 1932. Le greffier du Tribunal cantonal:  
J. Calame.

## Verschiedenes — Divers

Kt. Bern *Richteramt II Biel* (2594)

Nachlassstundungsgesuch.

Joly, Gaston, Schuhgeschäft, Untergasse 70, Biel, hat beim Richteramt II Biel ein Nachlassstundungsgesuch eingereicht.

Termin zur Einvernahme des Gesuchstellers und Verhandlung über das Gesuch ist angesetzt auf 18. Juli 1932, um 10 Uhr, vor Richteramt II Biel.

Die Gläubiger des Gaston Joly können ihre Einwendungen gegen die Nachlassstundung nur schriftlich einreichen bis und mit 16. Juli 1932.

Biel, den 7. Juli 1932.

Richteramt II Biel,

Der Gerichtspräsident II als erstinstanzlicher Nachlassrichter:  
Ludwig.

## Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

Wirtschaft. — 1932. 5. Juli. Inhaberin der Firma Anna Stöckli-Frey, in Neuendorf, ist Anna Stöckli geb. Frey, Ehefrau des Josef Stöckli, von und in Neuendorf. Wirtschaftsbetrieb, Wirtschaft «Hardeck».

Bureau Bucheggberg

Molkereiprodukte. — 5. Juli. Die Firma F. Andres, Fabrikation und Handel in Molkereiprodukten, mit Sitz in Aetingen (S. H. A. B. Nr. 228 vom 10. Juni 1903, Seite 909), ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

Wirtschaft. — 1932. 4. Juli. Die Firma Albert Hagin, in Basel (S. H. A. B. Nr. 236 vom 9. Oktober 1923, Seite 1911), Wirtschaftsbetrieb, ist infolge Verzichtes des Inhabers erloschen.

Möbel usw. — 4. Juli. Die Firma Alfred Embacher, in Basel (S. H. A. B. Nr. 197 vom 26. August 1931, Seite 1856), Handel in Möbeln etc., ist infolge Verzichtes des Inhabers erloschen.

Bureaumaschinen usw. — 4. Juli. Inhaber der Firma **Fritz Rohr**, in Basel, ist Karl Friedrich Rohr, von und in Basel, mit seiner Ehefrau Johanna geb. Mayr in Gütertrennung lebend. Handel mit Bureaumaschinen und Bureamaterialien. Gotthelfstrasse 101.

Wirtschaft. — 4. Juli. Inhaber der Firma **Franz Ott-Strub**, in Basel, ist Franz Ott, von und in Basel, mit seiner Ehefrau Bertha geb. Strub in Gütertrennung lebend. Wirtschaftsbetrieb. Leonhardsberg 1.

4. Juli. Ernst Madörin, von Itingen, in Liestal, und Edgar Ziegler, von und in Basel, haben unter der Firma **Madörin & Ziegler, Chemische Fabrik St. Jakob/Basel**, in Basel, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die am 1. Juli 1932 begonnen hat. Die Firma wird durch Kollektivunterschrift beider Gesellschafter verpflichtet. Fabrikation und Vertrieb von Druckfarben, pharmazeutischen, chemischen, chemisch-technischen und verwandten Produkten. Walkweg 110/6.

Automobilbeleuchtung. — 4. Juli. Inhaber der Firma **Walter Mathys**, in Basel, ist Walter Mathys-Zennone, von Zürich, in Basel. Spezialwerkstätte für Automobilbeleuchtung. Wallstrasse 13.

Metzgerei. — 4. Juli. Der Inhaber der Firma **Hans Thommen**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 108 vom 10. Mai 1927, Seite 856), ändert die Natur des Geschäftes ab in Metzgerei und Wursterei und verlegt das Geschäftsdomizil nach Clarastrasse 53.

Bankgeschäft. — 4. Juli. In der Kommanditaktiengesellschaft unter der Firma **Eckel, Naber & Cie.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 229 vom 1. Oktober 1930, Seite 2001), ist die Unterschrift des Prokuristen Hans Meyer-Siegrist erloschen.

4. Juli. Aus dem Vorstand des Vereins unter der Firma **Bäcker- und Konditormeister-Verein Basel und Umgebung**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 146 vom 26. Juni 1930, Seite 1351), sind ausgeschieden Christian Kühner-Horriberger und Jakob Hiss-Nicola; ihre Unterschriften sind erloschen. Es wurden neu in den Vorstand gewählt: Hans Jakob, als Sekretär, und Fritz Calmbach, als Kassier, beide Bäckermeister, von und in Basel. Präsident oder Vizepräsident zeichnen kollektiv mit dem Sekretär oder dem Kassier.

4. Juli. Die Aktiengesellschaft unter der Firma **Harpener Kohlenhandels-Aktiengesellschaft**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 245 vom 21. Oktober 1931, Seite 2247), hat ihr Geschäftsdomizil verlegt nach Birmannsgasse 10a.

Seidenbandfabrikation. — 5. Juli. Die Kommanditgesellschaft unter der Firma **Burckhardt & Co. in Liq.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 67 vom 21. März 1930, Seite 607), Seidenbandfabrikation, ist nach beendigter Liquidation erloschen.

Bauarbeiten usw. — 5. Juli. In der Aktiengesellschaft unter der Firma **Gustav Schumacher Aktiengesellschaft**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 192 vom 20. August 1931, Seite 1810), ist die Unterschrift des Direktors Konrad Hildenbrand-Schumacher erloschen.

Wirtschaft. — 5. Juli. Die Firma **Adolf Kägi-Thommen**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 263 vom 9. November 1929, Seite 2232), Wirtschaftsbetrieb, ist infolge Verzichtes des Inhabers erloschen.

Wirtschaft. — 5. Juli. Inhaber der Firma **Karl Dreyer-Schmidt**, in Basel, ist Karl Dreyer-Schmidt, von Trub (Bern), in Basel. Wirtschaftsbetrieb. Grünfahlgasse 4.

Garage, Autoreparaturwerkstätte usw. — 5. Juli. Jean Schnell und Frieda geb. Stellino, in Gütertrennung lebende Ehegatten, von und in Basel, haben unter der Firma **Jean Schnell & Co.**, in Basel, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, die am 1. Juli 1932 begonnen hat. Jean Schnell ist unbeschränkt haftender Teilhaber, Frieda Schnell ist Kommanditistin mit dem Betrage von Fr. 20,000 und führt Einzelprokura. Garage, Autoreparaturwerkstätte und Handel mit Automobilen und Automobilbestandteilen. Heumattstrasse 19.

5. Juli. In der **Wald- & Holzverwertungs A. G.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 209 vom 9. September 1931, Seite 1957), wurde zum Prokuristen mit Kollektivunterschrift ernannt Jacques Schaefer, von Egnach (Thurgau), in Basel.

Weine usw. — 5. Juli. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Gelpke & Tschudy**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 301 vom 24. Dezember 1926, Seite 2242), Vertretungen und Handel in Weinen etc., hat sich aufgelöst und ist erloschen. Aktives und Passives gehen über an die Firma Walter Gelpke, in Basel.

Inhaber der Firma **Walter Gelpke**, in Basel, ist Walter Michael Gelpke, von Därstetten (Bern), in Basel, mit seiner Ehefrau Anna Martha geb. Pfister in Gütertrennung lebend. Die Firma übernimmt Aktives und Passives der erloschenen Firma «Gelpke & Tschudy», in Basel, und erteilt Einzelprokura an Anna Martha Gelpke-Pfister, von Därstetten (Bern), in Basel. Vertretungen und Handel in Weinen, Likören und Lebensmitteln. Batterieweg 11.

6. Juli. Die Genossenschaft unter der Firma «**Alters- & Fürsorgekasse der Arbeiter und Arbeiterinnen der Bell A. G. in Basel**», in Basel (S. H. A. B. Nr. 194 vom 21. August 1929, Seite 1720), hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 20. Juni 1932 aufgelöst. Die Liquidation wird unter der Firma **Alters- und Fürsorgekasse der Arbeiter und Arbeiterinnen der Bell A. G. in Liq.** durch die bisherigen Vorstandsmitglieder als Liquidatoren mit Kollektivunterschrift zu zweien durchgeführt.

Comestibles. — 6. Juli. Inhaberin der Firma **Paula Bossert**, in Basel, ist Paula Bossert, badische Staatsangehörige, in Basel. Handel in Comestibles. Klybeckstrasse 29.

Wirtschaft. — 6. Juli. Die Firma **Georges Stahl-Frei**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 188 vom 15. August 1931, Seite 1784), Wirtschaftsbetrieb, ist infolge Verzichtes des Inhabers erloschen.

6. Juli. Die Filiale Basel der «Hausmann A. G. Schweiz. Medizinal- & Sanitäts-Geschäft», in St. Gallen, unter der Firma **Sanitätsgeschäft Hausmann Aktiengesellschaft Basel** (S. H. A. B. Nr. 204 vom 3. September 1931, Seite 1905), hat ihr Geschäftslokal verlegt nach Freie Strasse 17.

Spiegelfabrikation. — 6. Juli. In der Kommanditgesellschaft unter der Firma **E. Streicher & Co.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 162 vom 16. Juli 1931, Seite 1554), werden die Kommanditen der Anita Elisabeth Streicher-Hämiker von Fr. 22,000 auf Fr. 24,000, des Johann Kühnlein-Mühlbauer von Fr. 2000 auf Fr. 4000 und des Robert Rudin-Schweizer von Fr. 10,000 auf Fr. 24,000 erhöht.

Wirtschaft. — 6. Juli. Inhaber der Firma **Wilhelm Buderer-Erb**, in Basel, ist Wilhelm Buderer-Erb, von und in Basel, Wirtschaftsbetrieb, Birsigstrasse 88.

6. Juli. Aus dem Verwaltungsrat der Aktiengesellschaft «**Baumwolle» Fabrikation & Handel Basel A. G.**, in Basel (S. H. A. B. Nr. 30 vom 6. Februar 1926, Seite 218), ist Paul Christ-Wackernagel ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Das nunmehr einzige Mitglied des Verwaltungsrates Dr. Felix Lüssy führt Einzelunterschrift.

#### St. Gallen — St-Gall — San Gallo

Elektrische Installationen. — 1. Juli. Inhaber der Firma **Albert Rutz**, in Niederuzwil (Gemeinde Henau), ist Albert Alois Rutz, von Wildhaus, in Niederuzwil. Elektrische Installationen; Henauerstrasse.

1. Juli. Die Firma **Eduard Helbling, Konditorei-Café**, in St. Gallen C. (S. H. A. B. Nr. 64 vom 19. März 1925, Seite 458), ist infolge Veräusserung des Geschäftes und Verzichtes des Inhabers erloschen.

1. Juli. Inhaber der Firma **Helbling, Konditorei**, in St. Gallen C., ist Paul Josef Helbling, von Jona, in St. Gallen C. Konditorei-Café; Speisertorplatz.

1. Juli. Die Genossenschaft unter der Firma «**Kranken-Versicherungs-Verein St. Georgen-St. Gallen**», mit Sitz in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 148 vom 24. Juni 1914, Seite 1103), hat sich durch Beschluss der Hauptversammlung vom 24. Oktober 1921 aufgelöst. Die Liquidation wird unter der Firma **Kranken-Versicherungs-Verein St. Georgen-St. Gallen in Liq.** durch eine Liquidationskommission besorgt, welcher als Mitglieder angehören: Benjamin Zweifel, alt Stadtrat, von und in St. Gallen, Präsident; Ernst Wildhaber, Kaufmann, von und in St. Gallen, Kassier; Friedrich Saxer, Lehrer, von Altstätten, in St. Gallen, Aktuar, welche die rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft kollektiv zu dreien führen. Die Kollektivunterschrift zu zweien von Benjamin Zweifel und Karl August Vonwiller sind erloschen.

Haushaltungsartikel. — 2. Juli. Inhaber der Firma **Heiber Hans**, in Rorschach, ist Hans Adolf Heiber, von Basel-Augst, in Rorschach. Vertretungen in Haushaltungsartikeln; Feldmühlestrasse 7.

Metzgerei, Restaurant. — 2. Juli. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Jacob Fischbacher's Erben**, Metzgerei und Restaurant zum Ochsen, in Brunnadern (S. H. A. B. Nr. 271 vom 19. November 1930, Seite 236), ist infolge Auflösung und durchgeführter Liquidation erloschen.

Metzgerei, Restaurant. — 2. Juli. Inhaber der Firma **Wilhelm Schrepper**, in Brunnadern, ist Wilhelm Schrepper, von Obstalden, in Brunnadern. Metzgerei und Restaurant; Dorf.

Brillenputzstifte usw. — 2. Juli. Der Inhaber der Firma **Anton Giussoni**, Vertrieb von Purin und Auto-Klarsicht, in Degersheim (S. H. A. B. Nr. 10 vom 14. Januar 1932, Seite 104), ändert die Natur des Geschäftes ab in Fabrikation von «Klarsicht»-Brillenputzstiften, Vertrieb von solchen und von Auto-Klarsicht.

Wirtschaft, Bäckerei. — 2. Juli. Die Firma **Ferdinand Bruggmann**, Wirtschaft und Bäckerei zur Krone, in Waldkirch (S. H. A. B. Nr. 198 vom 25. August 1924, Seite 1423), ist infolge Verkaufs des Geschäftes und Verzichtes des Inhabers erloschen.

Mercerie, Bonneterie. — 2. Juli. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Schwester Louise & Barbara Strässle**, Mercerie und Bonneterie, in Wil (S. H. A. B. Nr. 45 vom 24. Februar 1926, Seite 332), ist infolge Auflösung und durchgeführter Liquidation erloschen.

Stickerieartikel usw. — 4. Juli. Inhaber der Firma **Adolf Högger**, in St. Gallen C., ist Adolf Högger, von Schönholzerswilen (Thurgau), in St. Gallen C. Vertretungen in Stickerieartikeln, Manufaktur- und Textilwaren und Vertrieb in neuen Artikeln; oberer Graben 33.

Bauschlosserei usw. — 4. Juli. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Eschenmoser & Schirmer**, Bauschlosserei und Installationsgeschäft, in St. Gallen O. (S. H. A. B. Nr. 75 vom 1. April 1925, Seite 543), ist infolge Auflösung und Uebernahme der Aktiven und Passiven durch die Firma «**Otto Schirmer**» erloschen.

Inhaber der Firma **Otto Schirmer**, in St. Gallen O., ist Otto Schirmer, von Deutschland, in St. Gallen O. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «**Eschenmoser & Schirmer**», in St. Gallen O. Bauschlosserei; Heimatstrasse 12.

4. Juli. **Bank in St. Gallen in Liq. (Banque de St-Gallen in liq.)** (Bank of St. Gall in liq.), Aktiengesellschaft, mit Sitz in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 213 vom 12. September 1922, Seite 1767). Dr. Robert Forrer, Fritz Christen und Hermann Brettauer sind aus der Liquidationskommission ausgeschieden. Die Unterschriften der beiden Erstgenannten sind erloschen. Das bisherige Mitglied der Liquidationskommission Emil Sauter ist nunmehr einziger Liquidator und zeichnet kollektiv mit dem Prokuristen Albert Jud (bisher).

Auto-Karosserie. — 4. Juli. **Leon Heizmann**, Auto-Karosserie, in St. Gallen (S. H. A. B. Nr. 9 vom 14. Januar 1931, Seite 79). Zwischen dem Firmainhaber Leon Heizmann, Karosseriebauer, von Deutschland, in St. Gallen, und dessen Ehefrau Ida geb. Stehrenberger, besteht vertragliche Gütertrennung.

#### Thurgau — Thurgovie — Turgovia

Stickerie. — 1932. 5. Juli. Die Firma **Bernhard Mäder**, Schiffstickerie, in Hatterswil, Gemeinde Tannegg (S. H. A. B. Nr. 305 vom 28. Dezember 1918, Seite 1998), wird infolge verminderten Geschäftsbetriebes im Handelsregister gelöscht.

Spritzdruckartikel. — 5. Juli. Alfons Civelli, von Egg (Zürich), Ernst Brunnschweiler, von Hauptwil, und Dr. Paul Brunnschweiler, von Hauptwil, alle in Hauptwil, haben unter der Firma **A. Civelli & Co.**, in Hauptwil, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche am 24. November 1931 ihren Anfang nahm. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Alfons Civelli und Kommanditäre sind Ernst Brunnschweiler und Dr. Paul Brunnschweiler, mit dem Betrage von je Fr. 25,000. Herstellung und Vertrieb von Spritzdruckartikeln jeder Art.

5. Juli. Die Aktionäre der «**Aktiengesellschaft Thurgauer Tagblatt**», in Weinfelden (S. H. A. B. Nr. 120 vom 28. Mai 1931, Seite 1151), haben in ihrer Generalversammlung vom 4. Juni 1932 die Auflösung beschlossen. Die Liquidation wird durch eine dreigliedrige Liquidationskommission durchgeführt, bestehend aus: Dr. Robert Keller, Rechtsanwalt, von und in Frauenfeld, Präsident, und Eduard Germann, Gemeindegemeinsekretär, von Gottshaus, in Weinfelden, und Albert Gamper, Stationsvorstand, von Hüttlingen, in Kradolf, Mitglieder. Die Mitglieder der Liquidationskommission sind befugt, kollektiv zu zweien für die **Aktiengesellschaft «Thurgauer Tagblatt»** in Liq. rechtsverbindlich zu zeichnen. Die Unterschrift von Alfred Düssli ist erloschen.

Tessin — Tessin — Ticino  
*Ufficio di Locarno*

Olio, burro, formaggi, ecc. — 1932. 6 luglio. Titolare della ditta Giuseppe Padlina, in Locarno, è Giuseppe Padlina di Ferdinando, da Brione s. M., in Locarno. Olio, burro, formaggi e latticini in genre. Negozio in Via Dogana Vecchia.

Fiorista. — 6 luglio. Titolare della ditta Schaeppi Carlo, in Muralto, è Schaeppi Carlo di Giovanni, da Schwamendingen (Zurigo), in Muralto. Fiorista. Via Morley.

*Distretto di Mendrisio*

Osteria. — 5 luglio. La ditta individuelle Tarchini Antonio, osteria, in Balerna (F. u. s. di c. del 27 agosto 1926, n° 199, pagina 1540), è cancellata ad istanza del titolare, per cessazione del commercio.

Prestino, commestibili. — 5 luglio. Titolare della ditta individuelle Cairoli Luigi, in Balerna, è Luigi Cairoli di Angelo, da Fino Mornasco (Provincia di Como, Italia), domiciliato a Balerna. Prestino e commestibili.

Bar e pasticceria. — 5 luglio. Titolare della ditta individuelle Catelli Felice, in Balerna, è Felice Catelli fu Enrico, da Italia, domiciliato a Balerna. Bar e pasticceria.

Sigari. — 5 luglio. La ditta individuelle Camponovo Matilde ved. nata Corti, fabbrica di sigari, in Balerna (F. u. s. di c. del 18 agosto 1914, n° 194, pagina 1394), è cancellata ad istanza della titolare per cessazione del commercio.

Waadt — Vaud — Vaud  
*Bureau d'Aigle*

1932. 5 juillet. La Fanfare de Lavey, association dont le siège est à Lavey (F. o. s. du c. du 20 février 1913), fait inscrire que, dans son assemblée générale du 4 juin 1932, elle a décidé sa radiation au registre du commerce, en se fondant sur les art. 52, al. 2, et 60 C. C. S. Cette société est radiée. L'association continue à subsister sans inscription.

5 juillet. L'association Société de la Cabane des Diablerets, dont le siège est aux Diablerets, Ormont-dessus (F. o. s. du c. n° 232 du 17 septembre 1907, page 1610), fait inscrire qu'ensuite de renouvellement, le bureau de son comité est actuellement composé de: Président: Eugène de la Harpe, originaire de Rolle, pasteur, domicilié à Renens; secrétaire: Alexandre Genillard, d'Ormont-dessus, horloger, domicilié à Vers-l'Église. Les deux titulaires engagent l'association par leur signature collective. La signature conférée à Eugène Busset et à Victor Perreten est radiée.

Association de tir. — 6 juillet. La Société de l'Union d'Yverne, association de tir dont le siège est à Yverne (F. o. s. du c. du 12 novembre 1906), fait inscrire que dans son assemblée du 25 juin 1932 et conformément aux art. 52, al. 2, et 60 du C. C. S., elle a décidé sa radiation au registre du commerce. Cette société est en conséquence radiée; l'association continue à subsister sans inscription.

*Bureau de Grandson*

7 juillet. La société anonyme Auto-Transports Ste-Croix et environs S. A. dont le siège est à Ste-Croix (F. o. s. du c. du 24 mai 1932, n° 118, page 1251), a, dans son assemblée générale du 28 juin 1932 prononcé sa dissolution. Sa liquidation étant terminée, cette société est radiée.

*Bureau de Lausanne*

Rectification. La publication de l'inscription de la Fondation Agassiz, ayant son siège à Lausanne parue dans la F. o. s. du c. du 6 juillet 1932, n° 155, page 1669, est rectifiée en ce sens que la raison est Fonds Agassiz au lieu de «Fondation Agassiz».

Clinique. — 5 juillet. La raison F. Bonjour, à Lausanne, exploitation d'une clinique (F. o. s. du c. du 15 octobre 1902), est radiée ensuite de remise de commerce.

*Bureau de Vevey*

Mercerie. — 6 juillet. La société en nom collectif Daepfen & Cie., à Vevey, mercerie en gros (F. o. s. du c. des 18 novembre 1919, n° 276, page 2023; 8 décembre 1928, n° 289, page 2324), fait inscrire que l'associée Augustine-Henriette-Louise-Rosine Daepfen-Lassueur est radiée ensuite de décès. Les autres associés Auguste et Jean Daepfen et John Murisier continuent la société.

Wallis — Valais — Vallesse  
*Bureau de St-Maurice*

1932. 5 juillet. Caisse de Crédit Mutuel de Vollèges, société coopérative dont le siège est à Vollèges (F. o. s. du c. du 19 juin 1929, n° 140, page 1282). Alphonse Abbet, agriculteur, de et à Vollèges, a été nommé secrétaire du comité de direction en lieu et place de Jules Monnet dont la signature est éteinte et radiée. Il signe conjointement avec le président ou le vice-président.

Association de musique. — 5 juillet. Sylvania, société de musique, à Salvan (F. o. s. du c. du 3 juin 1903, n° 136, page 979). Le secrétaire actuel du comité est Alexis Bochatay, agriculteur, de et à Salvan, lequel signe collectivement avec le président. La signature d'Oscar Coquoz est éteinte et radiée.

Association de musique. — 5 juillet. La Villageoise, à Dorénaz (F. o. s. du c. du 12 septembre 1910, n° 234, page 1601). Ulysse Revaz, agriculteur, de et à Dorénaz, et Jules Marquis, menuisier, de et à Dorénaz, ont été élus le premier président et le second secrétaire du comité en lieu et place de Germain Chabloz et Joseph Veuthey dont les signatures sont éteintes et radiées. Le président et le secrétaire continuent à signer collectivement.

5 juillet. Société de Secours Mutuels de Collombey-Muraz, à Collombey (F. o. s. du c. du 14 décembre 1915, n° 292, page 1676). Sont actuellement président et secrétaire du comité: Guillaume Donnet, agriculteur, originaire de Collombey-Muraz, domicilié à Muraz, frère Collombey-Muraz, et Alexandre Pistoletti, instituteur, originaire de Törbel (Valais), domicilié à Collombey, lesquels signent collectivement. Sont éteintes et radiées les signatures d'Hermann Cardis et de Ls. H. Donnet.

5 juillet. L'Echo de la Montagne, association à Champéry (F. o. s. du c. du 3 août 1910, n° 200, page 1397). Le comité est composé actuellement de Ernest Exhenry, commerçant, président; Alexandre Clément, agriculteur, vice-président, et Alfred Avanthey, instituteur, secrétaire, tous trois de et à Champéry, lesquels signent collectivement. Ont donc cessé de faire partie du comité Théodore Exhenry, Rémy Berra et Rémy Trombert dont les signatures sont éteintes et radiées. Les 3 membres du comité continuent à signer collectivement.

5 juillet. L'Union, Société de Consommation, à Champéry (F. o. s. du c. du 29 mars 1923, n° 74, page 645). Le conseil d'administration est composé actuellement de: Grégoire Marclay, président (déjà inscrit); Séraphin Clément, secrétaire (déjà inscrit); Théophile Parrin, entrepreneur (déjà inscrit); Célestin Oberhauser (déjà inscrit); Ignace Exhenry, gérant (déjà inscrit); Emile Avanthey, fils de Frédéric, entrepreneur-maçon, et Emile Grenon, de Pierre, agriculteur, tous deux de et à Champéry. Ont cessé de faire partie du conseil d'administration Pierre Grenon et Joseph Grenon. La signature de Pierre Grenon est éteinte et radiée. Le président Grégoire Marclay et le gérant Ignace Exhenry signent collectivement.

Genf — Genève — Ginevra

Etude et réalisation de toutes entreprises commerciales, etc. — 1932. 30 juin. Aux termes d'un acte reçu par M° Pierre Jeandin, notaire à Genève, le 28 juin 1932 et statuts du même jour y annexés, il a été constitué sous la raison de Tilda S. A., une société anonyme qui a pour objet: a) l'étude et la réalisation de toutes entreprises commerciales, industrielles et financières; b) la formation de toutes sociétés, associations ou groupements, sous quelque dénomination que ce soit; c) la participation à toutes entreprises ou sociétés déjà existantes; d) d'une manière générale toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus, dans le sens d'une société holding. Son siège est à Genève. Sa durée n'est pas limitée. Le capital social est de fr. 500,000, divisé en 500 actions de fr. 1000 chacune, au porteur. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle Suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou plusieurs membres. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée par la signature de l'administrateur unique ou, s'il y en a plusieurs, par la signature des administrateurs, directeurs ou fondateurs de pouvoirs, que le conseil d'administration désignera à ces fins, en décidant à leur égard de la forme en laquelle la signature sociale sera donnée. Le conseil d'administration est composé d'un seul membre en la personne d'Edouard Aymonier, avocat, de Carouge, à Genève. Bureaux: Corratrice 16 (étude de M° Aymonier).

2 juillet. Aux termes d'actes reçus par M° Edouard Kunzler, notaire, à Genève, le 29 juin 1932, il a été constitué sous la dénomination Cuisinière Moderne S. A., une société anonyme ayant pour objet: l'achat, la vente, l'échange et la représentation de cuisinières modernes, ainsi que de toutes cuisinières à gaz et de potagers et de tous articles de ménage. Son siège est à Genève. Sa durée est illimitée. Le capital social est fixé à fr. 5000, divisé en 10 actions, nominatives, de fr. 500 chacune. La société est administrée par un conseil d'administration de 1 à 5 membres. Lorsque la société a un seul administrateur, elle est valablement représentée vis-à-vis des tiers et engagée par la signature individuelle de cet administrateur. Lorsque la société a plus d'un administrateur, le conseil d'administration détermine la forme de la signature et désigne les personnes autorisées à signer valablement pour la société. Les publications de la société ont lieu dans la Feuille d'avis officielle du canton de Genève. Le conseil d'administration est composé d'Urbain Schuwey, représentant, de Jaum (Fribourg), à Genève, président, et Ernest Thomann, négociant, de St-Gall, à Genève, secrétaire. Dans sa séance du 29 juin 1932, le conseil d'administration de ladite société a décidé que la société serait valablement représentée et engagée par la signature collective des administrateurs. Locaux: 20, rue Voltaire.

Épicerie fine, etc. — 4 juillet. La raison François Beltrami, commerce d'épicerie fine, vins et liqueurs, demi-gros et détail, à Genève (F. o. s. du c. du 20 mai 1920, page 948), est radiée ensuite de décès du titulaire.

Épicerie fine, etc. — 4 juillet. Le chef de la maison Vve François Beltrami, à Genève, est veuve François Beltrami née Marie-Philomène Neuraz, de nationalité italienne, domiciliée à Genève. Commerce d'épicerie fine, vins et liqueurs. 54, Bd. des Tranchées.

Combustibles. — 4 juillet. Le chef de la maison Alexis Saillard, à Chêne-Bourg, est Alexis-Jean Saillard, de nationalité française, domicilié à Chêne-Bourg, marié sous le régime de la séparation de biens, avec Marguerite-Marie née Burnier. Commerce de combustibles. 41, rue Peillonex.

Modes, etc. — 4 juillet. La raison Faïn, commerce de modes et fournitures pour modes, à Genève (F. o. s. du c. du 30 septembre 1920, page 1868), est radiée ensuite de remise de commerce.

Modes, etc. — 4 juillet. Le chef de la maison Bähler, à Genève, est Elise-Méry Bähler, d'Uebeschi (Berne), domiciliée à Versoix-Bourg. Commerce de modes et fournitures pour modes. 11, rue Céard.

4 juillet. Dans son assemblée générale extraordinaire du 4 juillet 1932, la Société Immobilière Cysia, société anonyme ayant son siège à Chêne-Bougeries (F. o. s. du c. du 29 janvier 1932, page 241), a nommé seul administrateur de la société avec signature sociale, Ernest-Jean von Tobel, horticulteur, de Berre, à Chêne-Bougeries, en remplacement d'André-Emile Bignens, administrateur démissionnaire, lequel est radié et dont les pouvoirs sont éteints.

4 juillet. Société Fiduciaire et de Représentations S. A., société anonyme ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 27 novembre 1925, page 1983). Gustave Roch, fondé de pouvoirs de banque, de et à Genève, a été nommé membre du conseil d'administration, avec signature individuelle, en remplacement de Paul Bonna, administrateur démissionnaire, lequel est radié et ses pouvoirs éteints.

Agence agricole, etc. — 4 juillet. Dumur et fils, agence agricole et immobilière, société en nom collectif à Genève (F. o. s. du c. du 24 juin 1929, page 1315). L'associé Jean-François Dumur, de Lutry et Grandvaux (Vaud), à Genève, et son épouse Nelly née Jérôme, ont adopté, suivant contrat de mariage du 28 juin 1932, le régime de la séparation de biens (C. C. art. 241 et ss.).

4 juillet. Les raisons ci-après sont radiées d'office ensuite de faillite:

1. Confections, etc. — Emile Kirsch, commerce de confections pour dames et lainages, à l'enseigne «Confections Modernes», à Genève (F. o. s. du c. du 10 octobre 1923, page 1921).

2. Charpente, menuiserie. — Ch. Stettler et fils, entreprise de charpente et menuiserie, société en nom collectif à Genève (F. o. s. du c. du 21 décembre 1931, page 2732).

3. Transactions industrielles, etc. — OTIC Société anonyme, ayant son siège à Genève, transactions industrielles, etc. (F. o. s. du c. du 14 octobre 1930, page 2096).

**Alliance Aluminium Cie., Bâle**

Actif			Bilan au 31 décembre 1931 (après la répartition du bénéfice net)			Passif		
	Fr. s.	Ct.		Fr. s.	Ct.		Fr. s.	Ct.
Mobilier . . . . .	1	—	Capital-actions, entièrement libéré. . . . .	35,000,000	—	Réserves . . . . .	118,247	79
Titres et effets à ordre . . . . .	74,140,059	42	Réserves . . . . .	39,640,311	68	Créditeurs . . . . .	74,758,559	47
Frais d'organisation . . . . .	516,412	64						
Débiteurs . . . . .	100,135	56						
Caisse et dépôts en banques . . . . .	1,950	85						
	74,758,559	47						
Doit			Compte de profits et pertes au 31 décembre 1931			Avoir		
	Fr. s.	Ct.		Fr. s.	Ct.		Fr. s.	Ct.
Frais généraux, impôts et amortissements . . . . .	304,241	39	Produit brut . . . . .	422,489	18			
Bénéfice net . . . . .	118,247	79						
	422,489	18						
						(A. G. 112)	422,489	18

**Mitteilungen — Communications — Comunicazioni**

**Norwegen — Schuhzölle**

Das norwegische Storting (Reichstag) hat am 29. Juni beschlossen, die Zollsätze für einige Waren zu erhöhen. Von dieser Massnahme werden auch die Schuhwaren betroffen. Es sind folgende Text- und Zolländerungen eingetreten:

- Schuhmacherwaren:
- Nr. III. 3 b) mit Ausstattung aus Seide, Posamentenarbeit, Federn oder Flaum, Pelzwerk, mit Spangen, Perlen, Zierknöpfen, Applikationen oder Stükkerel . . . . . per kg Kr. 2.50
  - c) aus Leder, ausgenommen Schmierleder oder mit Holzsohlen mit oder ohne Verbindung mit Stoff oder anderm Material:
    - 1. bis zu 23 cm Länge . . . . . per kg Kr. 2.80
    - 2. andere:
      - mehr als 23 cm lang, Gewicht per Paar nicht über 600 g . . . . . per kg Kr. 4.—
      - im übrigen . . . . . per kg Kr. 3.25
  - d) Seestiefel und andere Schuhwaren aus Schmierleder — ausgenommen solche mit Holzsohlen . . . . . per kg Kr. 1.20
  - e) Schuhwaren aller Art mit Holzsohlen und Segeltuchschuhe mit Hansohlen . . . . . per kg Kr. 0.30

Bemerkung 1. Schuhe aus verschiedenem Material im Oberteil werden als Schuhzeug aus dem mit dem höchsten Zoll belegten Material behandelt, wenn nichts anderes bestimmt ist, es wird jedoch keine Rücksicht genommen auf Futter, Strippe, Einfassung und Schuhzunge.

Anmerkung 3 (neu). Die Länge des Schuhzeuges wird aussen gemessen von der Spitze bis zum hintersten Teil der Fersenkappe. 158. 9. 7. 32.

**Internationaler Postgiroverkehr — Service international des virements postaux**

Überweisungskurse vom 9. Juli an — Cours de réduction à partir du 9 juillet

Belgien Fr. 71.45; Dänemark Fr. 100.25; Freie Stadt Danzig Fr. 101.30; Deutschland Fr. 121.95; Frankreich Fr. 20.16; Italien Fr. 26.25; Japan Fr. 145.—; Jugoslawien Fr. 8.70; Luxemburg Fr. 14.35; Marokko Fr. 20.16; Niederlande Fr. 207.20; Oesterreich Fr. 72.926; Polen Fr. 57.85; Schweden Fr. 94.25; Tschechoslowakei Fr. 15.22; Ungarn Fr. 89.92; Grossbritannien Fr. 18.90.

Die Anpassung an die Kursschwankungen bleibt vorbehalten. — L'adaptation aux fluctuations des cours demeure réservée.

Annoncen-Regie:  
**PUBLICITAS**  
Schweizerische Annoncen-Expédition A.-G.

**Anzeigen — Annonces — Annunzi**

Régie des annonces:  
**PUBLICITAS**  
Société Anonyme Suisse de Publicité

**Internationale Stuaag**  
Finanzgesellschaft für Strassenbau

**Dritte ordentliche Generalversammlung der Aktionäre**  
Freitag, den 22. Juli 1932, nachmittags 3 Uhr,  
im Hotel Schweizerhof in Olten

**TRAKTANDEN:**

1. Abnahme und Genehmigung der Jahresrechnung und der Bilanz per 30. April 1932.
2. Entlastung der Verwaltung für ihre Geschäftsführung während des 3. Geschäftsjahres.
3. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Wahlen.
5. Abänderung des Vertrages Schweizerische Stuaag-Internationale Stuaag.

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung und der Bericht der Schweizerischen Treuhandgesellschaft an die Generalversammlung werden vom 12. bis 20. Juli im Bureau der Gesellschaft in Basel, Markthalle, den Aktionären zur Einsichtnahme aufgelegt.

Die Stimmkarten sind bis zum 20. Juli im gleichen Bureau zu beziehen. Aktionäre, welche die Stimmkarten schriftlich einholen, haben in ihrem Schreiben die Nummern ihrer Aktien anzugeben. An der Generalversammlung werden keine Stimmkarten mehr verabfolgt. (6994 QB) 2047 i

Basel, den 8. Juli 1932.

**Der Verwaltungsrat.**

**Elektrische Bahn St. Gallen-Gais-Appenzell**

Die Herren Aktionäre der Elektrischen Bahn St. Gallen-Gais-Appenzell werden hiermit auf Samstag, den 23. Juli 1932, um 15 Uhr, zur

**44. ordentlichen Generalversammlung**

- im Hotel Hecht in Teufen eingeladen zur Erledigung folgender Geschäfte:
1. Abnahme des Jahresberichtes und der Rechnungen vom Jahre 1931 mit Bilanz auf 31. Dezember 1931 nebst dem Berichte der Kontrollstelle.
  2. Wahlen in den Verwaltungsrat für die in Ausstand kommenden Mitglieder.
  3. Wahl der Kontrollstelle.
  4. Allfällige Anträge der Aktionäre.

Eintrittskarten zur Generalversammlung, welche zugleich als Stimmkarten dienen, können bis am 23. Juli 1932 mittags, gegen Ausweis über den Aktienbesitz, bei der Direktion in Teufen bezogen werden.

Der Rechenschaftsbericht mit dem Bericht der Kontrollstelle können vom 15. Juli an auf unserem Betriebsbureau in Teufen in Empfang genommen werden. Die Eintrittskarten berechtigen deren Besitzer am Tage der Generalversammlung zur freien Fahrt auf der Elektrischen Bahn St. Gallen-Gais-Appenzell nach und ab Teufen. (9978 G) 2120 i

Teufen, den 8. Juli 1932.

Für den Verwaltungsrat  
der Elektr. Bahn St. Gallen-Gais-Appenzell:  
Der Präsident: **H. Tanner.**

**Institut der Schwestern vom heiligen Kreuz**  
Ingenbohl, Kt. Schwyz

**Prämien-Anleihen**  
von Fr. 600,000 vom 1. Juli 1897

Fünfunddreissigste Ziehung vom 1. Juli 1932.

Bei der vor Notar und Zeugen stattgefundenen Verlosung wurden nachstehende 10 Serien zur Rückzahlung gezogen:

Serie 109, 128, 141, 191, 337, 349, 398, 416, 538, 569.

- Fr. 5700. — Serie 416 Nr. 20764.
- Fr. 1000. — > 109 Nr. 5445.
- Fr. 1000. — > 128 Nr. 6369.
- Fr. 1000. — > 538 Nr. 26861.
- Fr. 50. — > 109 Nr. 5404, 5411, 5422, 5433, 5435, 5439, 5442, 5447.
- > 128 Nr. 6354, 6355, 6370, 6374, 6388, 6395.
- > 141 Nr. 7014, 7026, 7032, 7033, 7039, 7045.
- > 191 Nr. 9504, 9522, 9535, 9549.
- > 337 Nr. 16805, 16816, 16819.
- > 349 Nr. 17405, 17434, 17443.
- > 398 Nr. 19878, 19889.
- > 416 Nr. 20753, 20759.
- > 538 Nr. 26869, 26871, 26873, 26874, 26875, 26893, 26900.
- > 569 Nr. 28403, 28409, 28413, 28421, 28431.

Alle übrigen in den obigen Serien enthaltenen Nummern werden mit Fr. 20.— zurückbezahlt.

Die Auszahlung erfolgt gegen Rückgabe der betreffenden Obligationen bei der Kantonalbank Schwyz in Schwyz.

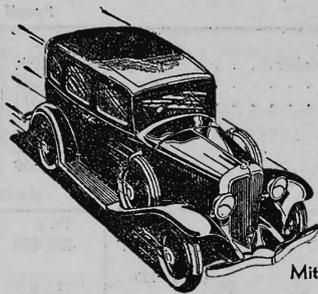
Bis jetzt verlost Serien:

- 1, 2, 6, 7, 9, 13, 14, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 37, 38, 39, 44, 47, 49, 50, 52, 53, 54, 56, 61, 62, 66, 68, 69, 70, 71, 74, 75, 76, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 98, 99, 101, 104, 106, 108, 110, 111, 113, 117, 119, 126, 127, 131, 133, 147, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 159, 161, 162, 166, 167, 169, 170, 173, 175, 176, 177, 179, 181, 183, 184, 186, 187, 189, 193, 196, 197, 199, 200, 204, 205, 206, 207, 210, 212, 220, 221, 229, 231, 233, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 249, 250, 251, 259, 260, 262, 267, 269, 271, 272, 276, 287, 288, 294, 295, 296, 297, 298, 304, 306, 311, 315, 317, 321, 322, 325, 326, 329, 330, 331, 334, 336, 339, 346, 347, 352, 353, 355, 359, 361, 362, 364, 365, 369, 371, 376, 377, 378, 380, 382, 384, 386, 387, 395, 405, 406, 407, 408, 411, 413, 415, 417, 420, 422, 425, 428, 431, 432, 434, 439, 445, 450, 451, 455, 459, 460, 463, 465, 466, 467, 470, 472, 473, 474, 477, 478, 479, 487, 489, 494, 497, 501, 503, 507, 510, 514, 516, 517, 519, 522, 525, 528, 537, 539, 540, 541, 543, 544, 548, 551, 554, 557, 560, 562, 563, 564, 565, 567, 568, 571, 574, 579, 581, 583, 585, 586, 587, 588, 594, 600.

Schwyz, im Juli 1932.

(35131 Lz) 2116 i

**Hotels inserieren sehr vorteilhaft im Schweizerischen Handelsamtsblatt**



Auch Ihr Wunsch ist erfüllt....

Mit der Einführung des Rockne Six erfüllte die von jeher tonangebende Studebaker Co. den kühnen Wunsch tausender und abertausender von Automobilisten. Sie brachte einen Sechszylinder der mittleren Preisklasse auf den Markt, welchem alle Vorzüge und Vervollkommnungen ausgesprochener Luxuswagen eigen sind.

Nennen wir die wichtigsten: Freilauf in allen Vorwärtsgängen, das Synchro-Mesh-Getriebe und den automatischen Anlasser. Die Flüssigkeit, Fahrbequemlichkeit, Kraft und Rasse, die Strassenhaltung, Eleganz, das erschütterungsfreie Gleiten des geräumigen Rockne Six wird Sie begeistern. Setzen Sie sich versuchsweise an das Steuer eines Rockne Six-Modells. Drehen Sie den Schlüssel des automatischen Anlassers, sausen Sie los, bergauf, bergab, lassen Sie den Freilauf spielen. Innerhalb wenigen Minuten werden Sie einen erhöhten Begriff freudenspendenden Fahrens kennengelernt haben und rundwegs behaupten: Das ist mein Wagen!

**Freilauf und Synchro-Mesh-Getriebe**

Um ein äusserst leichtes und geräuschloses Schalten zu gewährleisten, ist die Weichheit des Freilaufes durch die synchronisierte Schaltung erhöht worden.

**Der automatische Anlasser**

trägt in erheblichem Masse zur Erhöhung der Fahrersicherheit bei. Er verbindet das bei kaltem Wetter, im Stadtverkehr und beim Überqueren von Eisenbahnlinien sehr unangenehm empfundene und oft gefährliche Aussetzen des Motors.

Der unvergleichliche Rockne Six der Studebaker Co. ist der wertvollste Wagen der mittleren Preisklasse.

Preise von Fr. 7750.— an

# ROCKNE SIX

Ein Studebaker Produkt — Prospekte und Probefahrten durch die Vertreter:

**Basel:**

Max Guldenschub, Steintorstrasse 28

**Bern:**

Ernst Stettler, Garage Emch, Breitenrainstrasse 87, Bern  
Max Moser & Cie., Langenthal

**Bex:**

MM. Viscardi & Cie.

**Domdidier:**

Léon Divorve

**Genève:**

Garage Mondial S. A., Quai des Eaux-Vives 26

**Lausanne:**

Garage et Ateliers des Jordils, 13, Chemin des Fontenailles

**Lugano:**

Enrico Riva, Automobiles

**Luzern:**

Louis Thoma, Moosstrasse 2

**Neuchâtel:**

Emile Patthey, rue du Seyon 36

**St. Gallen:**

MM. Widler & Hürsch, Autogarage z. Stahl

**Thurgovie:**

Arnold Notz, Automobiles, Frauenfeld

**Zürich:**

MM. Binelli & Ehrsam, Stampfenbachstr. 48

Generalvertreter für die Schweiz: JULIEN PIOT, 47, Avenue du Simplon, Lausanne. Tel. 23.846

## Schachteln

von der einfachsten bis zur feinsten Luxus-Ausführung liefert zu sehr vorteilhaften Preisen

### C. E. Dimmler

Cartonnagen - Fabrik, Zofingen

2119 Telephone 8.19

Verlangen Sie unverbindliche Offerten und Muster.



Das Resultat langjähriger Entwicklung und Vervollkommnung. Sie werden umsonst bessere suchen. 19-2

Bigler, Spichiger & Cie. A.G. Bigler-Bern

## Spar- & Kreditkasse Suhrental in Schöffland

Wir kündigen hiemit alle bis 30. September 1932 kündbaren über 4% verzinslichen (OF 1908 R) 2012

## Obligationen

unserer Anstalt auf die vertragliche Frist von 6 Monaten von dem Tage an gerechnet, auf den sie kündbar werden. Mit dem Ablauf der Kündigung hört die Verzinsung auf.

Wir offerieren bis auf weiteres Erneuerung gekündeter oder kündbarer Titel zu 3 3/4 % auf 3 bis 5 Jahre fest unter Vergütung des bisherigen Zinssatzes bis zum Ablauf der Kündigung.

Schöffland, den 27. Juni 1932.

Die Verwaltung.

## Aufforderung zur Forderungseingabe

Die A. G. Thurgauer Tagblatt, Verlag und Buchdruckerei in Weinfelden ist infolge Verkaufes und gemäss Beschluss der Generalversammlung in Liquidation getreten. Allfällige Forderungsansprüche wollen ihre Ansprüche beim Liquidator Herrn Ed. Germann, Gemeinsekretär in Weinfelden bis 15. August 1932 anmelden. 2114

Weinfelden, den 6. Juli 1932.

A. G. Thurgauer Tagblatt in Liquid.

Die Liquidatoren:

Dr. R. Keller. Ed. Germann. A. Gamper.

Die Stelle eines

## Direktors

der 2104

## Bank in Gossau (St. Gallen)

wird hiermit zur freien Bewerbung ausgeschrieben. Bewerber, die im Hypothekar- und Handelsbankwesen durchaus versiert sind, belieben ihre Offerte unter Mitteilung ihrer Zeugnisse und Referenzen, sowie Angabe der Gehaltsansprüche bis spätestens 20. Juli a. c. dem Präsidenten des Verwaltungsrates Herrn H. Staerke in Gossau schriftlich einzureichen. Persönliche Vorstellung erst auf Einladung erwünscht.

Der Verwaltungsrat der Bank in Gossau.

## Blechwaren jeder Art

in allen Metallen: gedreht, gestanzt, gezogen, genietet, geschweisst, lackiert, verzinkt, liefern rasch und preiswert

Birchmeier & Co. Künlen, Aarg.

Metalwaren und Spritzenfabrik.

Wir sind bis auf weiteres Abgeber von

## 5 1/4 % Obligationen

Rückzahlbar 1936.

Prima Industrieunternehmen.

Anfragen sind zu richten an Chiffre H A B 2113 an Publicitas Luzern.

## Gesucht werden Fr. 500,000

in einem oder mehreren Posten, von scroser, seit Jahrzehnten bestehender, bedeutender Fabrik der Bekleidungsbranche.

Anfragen von Selbstgebern unter Chiffre L 8370 Z an Publicitas, Bern. 2087



## En plein centre

A louer de suite beau Magasin neu, 120 m², avec sous-sol de 63 m². Convientrait spécialement pour maison d'alimentation. Conditions favorables. (435-39 L) 2107

S'adresser à l'étude des Notaires F. et P. Fiaux, Petit-Chêne 22, Lausanne.

## Die A.G. für Verwaltung von Bankbeteiligungen, Zürich

hat in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 21. Juni 1932 die Liquidation beschlossen und den Unterzeichneten als Liquidator bestellt.

Die Gläubiger werden gemäss Art. 665 O. R. aufgefordert, ihre Ansprüche beim Liquidator anzumelden.

Dr. Georges Camp, Rechtsanwalt.

## Zu kaufen gesucht

gebrauchte

## Ruf-Buchhaltung

Gef. Offerten an Postfach 13643, Basel I. 2118